ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attractivité économique de la France

Question au Gouvernement n° 1966

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Vincent Bru.

M. Vincent Bru. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances et porte sur l'attractivité de la France à l'international.

Les derniers chiffres publiés sur l'attractivité de notre pays sont très positifs. *(« Allô, allô ! »* sur les bancs du groupe LR.)

La France intègre désormais le « top cinq » des pays les plus attractifs dans le monde, selon une étude du cabinet A.T Kearney, ce qui nous permet même de passer devant une grande puissance comme la Chine.

M. Sébastien Jumel. C'est l'effet « gilets jaunes » !

M. Vincent Bru. Ces résultats montrent que les réformes engagées par le Gouvernement et la majorité depuis deux ans vont dans le sens d'une économie plus dynamique, comme l'avait déjà affirmé l'OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques –, le mois dernier,…

M. Aurélien Pradié. C'était la question d'hier ! Passez le cirage !

M. Vincent Bru. …que ce soit par la réforme du code du travail, qui permet d'améliorer le dialogue social dans nos entreprises ; que ce soit par la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE – en baisse de charges directes, qui renforce la compétitivité et la position de nos entreprises à l'international ;…

M. Aurélien Pradié. Ça brille, ça brille !

M. Vincent Bru. ...que ce soit par la transformation de notre modèle social par le biais de la réforme de notre système de formation, qui casse les déterminismes installés dans notre pays, ou encore par l'effort sur la fiscalité, qui s'est traduit par une baisse des prélèvements obligatoires permettant de libérer toutes les énergies de notre pays pour investir dans des projets qui tiennent compte de la révolution du numérique et de la transition écologique. Enfin, le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises – PACTE – permettra à nos entreprises d'accroître leur capacité à innover et à simplifier leur évolution. Ainsi, la France attire à nouveau les entreprises et les capitaux. C'est un espoir pour les Français, celui de la création de nouveaux emplois, et donc d'une baisse durable du chômage.

M. Thibault Bazin. Cela dépend des territoires !

M. Ian Boucard. Alléluia !

M. Vincent Bru. Monsieur le ministre, nombreux sont les citoyens qui subissent encore la précarité et le chômage. Nous devons aller plus vite et plus loin dans les réformes. Que comptez-vous faire dans les mois prochains ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.)*

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.* Je vous remercie pour cette question, qui rappelle les chiffres très positifs sur l'attractivité de la France, à la suite de la politique engagée par le Gouvernement et la majorité. Nos résultats sont reconnus à l'étranger, dans le récent classement du cabinet A.T Kearney, mais aussi par l'OCDE, qui, dans son récent rapport sur la France, estime d'ores et déjà l'impact des réformes à 3,2 points de croissance à long terme.

Notre politique consiste à choisir la compétitivité, en transformant le CICE en allégement de cotisations pérenne, à choisir l'investissement, en réformant la taxation du capital pour qu'il s'investisse dans les entreprises – ces investissements sont des emplois –, et à choisir le travail, en supprimant la taxe sur l'intéressement pour les petites et moyennes entreprises – PME –, pour mieux partager les fruits de la croissance.

Cette politique s'accompagne d'un effort sans précédent pour investir dans les compétences, car notre sujet est non pas l'absence d'emploi, mais la difficulté à trouver des candidats. Je salue ici la forte mobilisation du ministre de l'éducation nationale et de la ministre du travail, qui porte ses fruits, comme le prouve le rebond de l'apprentissage dans notre pays.

Ces choix produisent des résultats : la baisse du chômage, la reprise industrielle, une explosion des investissements directs à l'étranger. Mais beaucoup reste à faire, et ces résultats nous obligent.

C'est pour cette raison que le Premier ministre a lancé, il y a quelques jours, une mobilisation nationale pour que les gens puissent trouver plus vite un emploi. Nous agissons non seulement sur la formation, mais aussi sur la mobilité et le logement. C'est aussi la raison pour laquelle nous lançons le pacte productif fondé sur une vision à l'horizon de 2025 des secteurs qui créeront des emplois. C'est comme cela que nous allons gagner la bataille du chômage et de l'emploi. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : M. Vincent Bru
Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (6e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1966
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)
Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 23 mai 2019
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 mai 2019